



OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION RUE DE MALNOUE POUR TRAVAUX
--

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

VU l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

VU la demande de l'entreprise DUFAY MANDRE, pour le compte du promoteur immobilier Paris Pierre, en date du 03 juillet 2025, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour des travaux de création d'une entrée de bateau et d'un emplacement de présentation pour conteneurs poubelles, rue de Malnoue, sur une période totale comprise entre le 08 et 11 juillet 2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT que les travaux de création d'une entrée de bateau et d'un emplacement de présentation pour conteneurs poubelles, rue de Malnoue, effectués par l'entreprise DUFAY MANDRE, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 08 au 11 juillet 2025, rue de Malnoue, au droit du numéro14:

- La circulation automobile sera maintenue sur chaussée réduite avec une largeur minimale de 3,00m,
- Le stationnement sera interdit sur les places matérialisées,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- La circulation automobile pourra être interrompue sur une période n'exédant pas 5h00, avec la mise en place d'une déviation par la rue d'Alsace et la rue de Paris,
- L'accès aux riverains sera maintenu par la mise en place d'une circulation en double sens de part et d'autre de la rue accessible :
 - o Au sud par la rue d'Alsace,
 - o Au nord par la rue de Paris,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité par une déviation sur le trottoir opposé,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public,

ARTICLE 2 : L'entreprise DUFAY MANDRE veillera à reprendre le revêtement du trottoir et de la chaussée qui devra être conforme et identique à l'existant,

ARTICLE 3 : L'entreprise DUFAY MANDRE prendra toutes les dispositions de façon à réduire toute gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant par l'entreprise VBAF, et maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention, la société VBAF en apportera la preuve à la commune ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois mise en place la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

ARTICLE 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- DUFAY MANDRE,
- Paris-Pierre
- JCB INGENIERIE,
- SIETREM.

Fait à Champs-sur-Marne, le 03 juillet 2025

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant de l'Etat, a été publié le :

07/07/2025

qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

Maud TALLET

Le Maire,

Maud TALLET

Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr